

## **VŒU**

### **Droit au logement et pour le retrait du projet de la loi Boutin abusivement intitulé « mobilisation pour le logement social et la lutte contre l'exclusion »**

LE CONSEIL,

sur la proposition du groupe des élus communistes et partenaires  
au nom de la majorité municipale

ADOPTE le vœu suivant :  
(par 39 voix pour et 5 voix contre)

Considérant que la crise financière mondiale s'accélère avec ses conséquences économiques et sociales dramatiques, malgré les sommes colossales injectées par les gouvernements pour soutenir les banques et les marchés financiers ;

Considérant que cette situation n'épargne pas notre pays, et que le mythe de devenir propriétaire est un leurre pour bon nombre de Français, davantage hantés par la crainte de perdre leur emploi et des ressources déjà insuffisantes ;

Considérant que les premiers froids font déjà des victimes, que pour toute réponse le gouvernement sanctionne honteusement les associations de défense des sans - abri, et voudrait contraindre ces derniers à un hébergement forcé, au retour à leur enfermement dans des institutions d'un autre âge ;

Considérant que le manque de logements criant est dénoncé par tous les acteurs de l'habitat, et que les coûts de la construction explosent démesurément,

Considérant que projet de loi BOUTIN, abusivement intitulé « mobilisation pour le logement social et la lutte contre l'exclusion », procède au dépeçage en règle de la politique publique de logement, allant à l'encontre de tout principe de solidarité nationale,

Considérant la baisse accrue et continue des crédits d'Etat, le véritable hold-up sur l'épargne populaire des livrets A et les fonds du 1% patronal, la vente forcée du patrimoine des offices publics de l'habitat pour les contraindre à l'autofinancement, la baisse des plafonds de ressources pour l'accès au logement social et la suppression du droit au maintien dans les lieux conduisant à créer des ghettos de pauvreté,

Considérant que le plan de relance fait état de la construction de 30 000 logements sociaux mais fait l'impasse sur leur financement, alors que la crise bancaire a renchéri le coût du crédit et que l'Etat continue à diminuer ses aides.

Considérant qu'à l'encontre, il prévoit une extension des surloyers sans précédent, frappant environ 25 % des locataires jugés trop « aisés », assouplit les règles d'expulsion réduit les délais et dénature le droit au logement opposable ;

Considérant qu'une véritable politique de casse se confirme d'année en année, tournant résolument le dos à tout engagement national pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

Considérant que le projet de loi de finances 2009 conforte ces orientations dénoncées par l'ensemble des acteurs et partenaires de l'habitat, soulevant de vives critiques y compris parmi certains élus de la majorité présidentielle, qui, à juste titre, ont contribué à infliger un véritable camouflet au gouvernement en rejetant au Sénat le fameux article sur la comptabilisation de l'accession sociale dans les 20% de logements sociaux obligatoires.

**Pour tous ces motifs, le Conseil Municipal d'Ivry sur Seine :**

- S'élève contre le projet de loi BOUTIN qui, contrairement à son intitulé « mobilisation pour le logement social et la lutte contre l'exclusion », constitue un abandon sans précédent de la part de l'Etat, demande son retrait immédiat et notamment les dispositions réformant le supplément de loyer de solidarité,

- Se prononce pour la création d'un Service Public National du Logement, garant du droit à un logement de qualité et accessible à tous, sur l'ensemble du territoire.

- Soutient les actions des associations de défense des sans-abri et des acteurs de l'habitat en faveur d'un véritable droit au logement, appelle à la mobilisation la plus large et la plus ferme en faveur de ce droit, les professionnels, les partenaires publics et privés, les locataires du logement social et leurs associations, ainsi que les demandeurs de logements.

- Exige les moyens financiers et juridiques indispensables à la construction des milliers de logements qui font cruellement défaut dans notre pays, particulièrement en région parisienne, et nécessaires à la mise en œuvre d'une véritable politique de la Ville, de rénovation urbaine et de lutte contre l'exclusion.

RECU EN PREFECTURE  
LE  
PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE  
LE